

LIRE SURTOUT le TROISIEME PARAGRAPHE OPERATION HAMILTON

Pékin a encore renforcé ses capacités d'interdiction et de déni d'accès en mer de Chine méridionale

Posté dans Asie-Pacifique par Laurent Lagneau Le 04-05-2018

>>>



>>> Selon des sources du renseignement américains citées par CNBC, Pékin a installé des missiles anti-navire et sol-air sur les récifs de Fiery Cross [Yongshu], Subi [Zhubi] et Mischief [Meiji], tous situés dans l'archipel des Spratleys, en mer de Chine méridionale, soit à l'est du Vietnam et l'ouest des Philippines.

>>> Pour rappel, Pékin estime que la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale lui

appartient, alors que d'autres pays de la région y ont des prétentions. En juillet 2016, la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de La Haye avait estimé que les revendications chinoises dans cette partie du monde, qui plus est stratégique, n'avaient « aucun fondement juridique ».

>>> Mais cela n'a nullement empêché Pékin de continuer à aménager plusieurs récifs des archipels Spratleys et Paracel à des fins militaires, notamment en y installant des capacités d'interdiction et de déni d'accès (A2/AD).

>>> S'assurer du contrôle de la mer de Chine méridionale n'est pas anodin dans la mesure où cette région est un carrefour de routes maritimes essentielles pour le commerce mondial (et, accessoirement, pour l'approvisionnement énergétique du Japon). En outre, elle serait riche en hydrocarbures et en ressources halieutiques. Enfin, d'un point de vue strictement militaire, il s'agit aussi pour la marine chinoise de disposer d'une zone de déploiement sécurisée pour ses sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) basé à Hainan.

>>> Quoi qu'il en soit, Pékin n'a pas démenti l'information donnée par CNBC. « Les constructions pacifiques de la Chine dans l'archipel des Spratleys, y compris le déploiement de nécessaires installations de défense du territoire national, ont pour but de protéger la souveraineté et la sécurité de la Chine », a affirmé Hua Chunying, une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. « Ceux n'ayant pas de velléité de violer [cette souveraineté] n'ont aucune raison de s'inquiéter », a-t-elle ajouté.

>>> Les États-Unis, qui ont multiplié les missions visant à garantir la liberté de navigation en mer de Chine méridionale en envoyant des navires de l'US Navy près des récifs en question, ont dénoncé l'attitude de Pékin.

>>> « Nous sommes bien au fait de la militarisation de la mer de Chine méridionale par la Chine », a déclaré, le 3 mai, Sarah Sanders, la porte-parole de la Maison Blanche. « Nous avons évoqué nos préoccupations à ce sujet directement avec les Chinois et il y aura des conséquences à court terme et à long terme », a-t-elle poursuivi, sans préciser la nature des « conséquences » qu'elle venait d'évoquer.

>>> En tout cas, pour Washington, il importe que la liberté de navigation soit respectée. « Nous allons poursuivre nos opérations », a indiqué Dana White, une porte-parole du Pentagone. « La Chine doit réaliser qu'elle a bénéficié de la liberté de navigation et que l'US Navy a été le garant de cela », a-t-elle fait valoir.

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

04-05-2018

Pour le moment, un retrait, même partiel, des troupes américaines de Corée du Sud n'est pas envisagé

Posté dans Asie-Pacifique par Laurent Lagneau Le 04-05-2018

>>>



>>> La semaine passée, en marge d'une conférence de presse donnée au côté de son homologue polonais, le chef du Pentagone, James Mattis, avait affirmé qu'un retrait des forces américaines de Corée du Sud pouvait être « négocié » si Séoul et Pyongyang arrivaient à « consolider un accord de paix durable ».

>>> Le responsable américain faisait ainsi référence au sommet « historique » du 28 avril dernier, entre le chef du régime nord-coréen, Kim Jong-Un, et le président sud-coréen, Moon Jae-in. Sommet au cours duquel les deux dirigeants signèrent une déclaration commune les engageant à oeuvrer en vue « de déclarer la fin de la guerre et d'établir un régime de paix permanent et solide ».

>>> Récemment, Moon Chung-in, un conseiller du président sud-coréen, a fait valoir dans les colonnes de la revue Foreign Affairs que la présence des forces américaines en Corée du Sud [28.000 militaires, ndlr] serait « difficile à justifier » après la signature d'un traité de paix avec Pyongyang. Seulement, cela lui a valu d'être rappelé à l'ordre par Moon Jae-in, qui lui a demandé de « ne pas provoquer davantage de confusion ».

>>> Et pour cause : le président Moon n'est apparemment pas pressé de voir partir les soldats américains. « Les Forces américaines en Corée (USFK) sont un sujet qui relève de l'alliance

entre la Corée du Sud et les Etats-Unis. Cela n'a rien à voir avec la signature d'un traité de paix », a-t-il en effet déclaré.

>>> Cela étant, le New York Times a ajouté de la « confusion » en affirmant que le président Trump avait ordonné au Pentagone d'envisager différents scénarios pour réduire les troupes américaines affectées en Corée du Sud. Le quotidien, s'appuyant sur les confidences de sources dites « proche du dossier », a toutefois précisé qu'il n'était nullement question d'un retrait total et qu'une éventuelle réduction des effectifs ne serait pas mise dans la balance lors de la rencontre prévue entre Kim Jung-un et le locataire de la Maison Blanche.

>>> Le fait est. Histoire, sans doute, de mettre la pression sur Pyongyang avant ce sommet, dont on ignore encore où et quand il sera organisé, l'US Air Force a envoyé en Corée du Sud des avions de supériorité aérienne F-22 Raptor, en vue de l'exercice Max Thunder, qui débutera le 11 mai prochain. C'est un « exercice régulier qui était prévu bien avant que n'émerge le projet de sommet entre les Etats-Unis et la Corée du Nord », a expliqué le ministère sud-coréen de la Défense, qui a demandé aux médias de ne pas « spéculer » sur la présence du chasseur américain de 5e génération.

>>> Quoi qu'il en soit, et s'agissant d'une éventuelle réduction des effectifs militaires américains en Corée du Sud, le conseiller à la sécurité nationale du président Trump, John Bolton, a catégoriquement démenti les informations du New York Times, qu'il a qualifiées « d'absurdité totale ». Et d'insister : « Le président n'a pas demandé au Pentagone de fournir des options pour réduire les forces américaines présentes en Corée du Sud. »

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

04-05-2018

Opération Hamilton : Deux frégates françaises auraient été gênées par des navires russes au moment de lancer leurs missiles

Posté dans Forces navales, Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 04-05-2018

>>>



>>> Invité par la chaîne CNEWS, ce 4 mai, le général François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA), n'a pas échappé à une question sur les éventuels « dysfonctionnements » qui auraient empêché deux frégates multimissions (FREMM) Aquitaine et Auvergne de lancer leurs missiles de croisière navals (MdCN) lors de l'opération Hamilton.

>>> Pour rappel, menée dans la nuit du 13 au 14 avril dernier par les forces françaises, américaines et britanniques, cette dernière a visé le programme chimique syrien, en réponse à une attaque au gaz commise une semaine plus tôt à Douma, dans la Ghouta orientale.

>>> Au cours de cette opération, dont la direction tactique a été assurée par un officier français, 3 FREMM, 5 Rafale, 2 E-3F AWACS, 6 avions ravitailleurs C-135FR et 4 Mirage 2000-5, sans oublier des navires de soutien, ont été engagés. Ces moyens ont permis de tirer 12 missiles de croisière, dont 3 MdCN par la FREMM Languedoc et 9 SCALP par les Rafale.

>>> Comme l'a indiqué le général Lecointre, la planification de cette opération a commencé dès mai 2017, quand le président Macron a fixé des lignes rouges au régime syrien. Et l'usage d'armes chimiques en était une.

>>> Sur le plateau de CNEWS, le général Lecointre a expliqué que quand « on conduit une opération militaire », comme Hamilton, on « prévoit toujours de la redondance, c'est à dire un excès de moyens par rapport aux cibles, pour être certain qu'elle seront atteintes, quoi qu'il arrive, malgré les défenses adverses. » Aussi, a-t-il continué, « je considère que la mission a été réussie parce que les cibles que nous nous étions fixé comme objectifs ont été atteintes, traitées, détruites ». Et, a-t-il conclu dans un sourire, « je ne fais pas de commentaires sur le reste ».

>>> L'hebdomadaire Le Point a cependant pu obtenir quelques informations intéressantes. Ainsi, comme l'a dit le général Lecointre, des moyens « redondants » ont bien été prévus : puisqu'une FREMM (sur les 3) et un Rafale (sur les 5) furent mis en réserve en cas de pépin.

>>> Au départ, il était donc question, toujours selon Le Point, de tirer 8 MdCN (deux salves de 4) et 8 SCALP, étant donné qu'un Rafale B peut en emporter 2 exemplaires. Pourquoi les FREMM Aquitaine et Auvergne n'ont-elles pas pu tirer leurs missiles?

>>> Quand l'opération Hamilton a été déclenchée, il y avait du monde en Méditerranée orientale. Outre les navires français, américains [dont le destroyer USS Donald Cook, qui n'a pas tiré de missiles Tomahawk, ndr] et britanniques [dont, a priori, un sous-marin nucléaire d'attaque de la classe Astute, ndr], quasiment tous les navires russes habituellement basés à Tartous [Syrie] avaient appareillé quelques jours plus tôt.

>>> « Une fois l'opération lancée, les choses ne se passent pas comme prévu : l'attitude inamicale de deux navires russes présents dans la zone, dont la frégate de nouvelle génération 'Amiral Grigorovitch.', empêche les marins français de tirer leurs missiles dans la fenêtre de tir d'une poignée de minutes. Résultat : seuls trois MdCN seront tirés », explique Gueric Poncet, du Point. Aussi, le Rafale qui se tenait en réserve a dû tirer ses deux SCALP.

>>> Seulement, l'un d'eux a connu un problème, l'un de ses deux SCALP n'étant pas « parti » comme prévu, ce qui est un fait très rare. Finalement, l'engin ayant fait long feu sera largué en mer.

>>> D'après The Times, les FREMM françaises n'auraient pas été les seules à être gênées au moment de lancer leurs MdCN : le SNA britannique qui se trouvait en Méditerranée orientale pour lancer des BGM-109 Tomahawk aurait été chassé par deux sous-marins russes de la classe Kilo.

>>> En outre, une semaine avant l'opération Hamilton, la frégate Aquitaine avait été survolée par un avion russe de Su-24 « Fencer » affichant une « posture agressive ». Selon le chef d'état-major de la Marine nationale (CEMM), l'amiral Christophe Prazuck, un tel incident s'est produit à 8 reprises depuis l'été 2017.

>>> Par ailleurs, l'opération Hamilton a été suivie de près par un A-50 Mainstay, c'est à dire l'équivalent russe de l'AWACS, et son escorte. Sa présence pendant les frappes visait évidemment à collecter le plus de renseignements possibles sur les moyens français, américains et britanniques. « Nous l'avons aussi fait sur eux », a assuré le général Jean-Christophe Zimmermann, le commandant de la défense et des opérations aériennes, selon qui des mesures avaient été prises pour limiter le flux d'informations pouvant intéresser les forces russes.

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

04-05-2018

Général Lecointre : L'État islamique est une « hydre » qu'il faudra surveiller en « permanence » pour éviter son retour

Posté dans Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 04-05-2018

>>>



>>> Bien qu'ayant perdu la ville de Syrte, dont elle s'était assuré le contrôle en 2015, la branche libyenne de l'État islamique (EI ou Daesh) n'a pas encore été éradiquée. Loin de là même puisqu'elle a revendiqué, le 3 mai, un attentat suicide qui, commis contre le siège de la Haute commission électorale (HNEC), à Tripoli, a fait 14 tués selon un dernier bilan.

>>> En Afghanistan, en dépit de l'élimination régulière de ses cadres par les forces américaines (le dernier en date étant un certain Qari Hikmat), la branche afghano-pakistanaise de l'EI (EI-K), multiplie les attaques. Le 30 avril, un énième attentat a fait au moins 25 morts, dont plusieurs journalistes, près du siège des services de renseignements afghans (NDS) à Kaboul.

>>> Le 2 mai, au Nigéria, deux attentats suicides contre la mosquée et le marché de la localité de Mubi, ont tué au moins 86 personnes. Ils ont été attribués à Boko Haram, lequel compte deux factions depuis son allégeance à l'EI il y a trois ans. Pourtant affaibli par les opérations de

la Force multinationale mixte (FMM), déployée par les les pays de la commission du Lac Tchad, ce groupe jihadiste commet régulièrement des attaques et des coups de main, comme l'a encore récemment montré le nouvel assaut qu'il a lancé à Maiduguri et, plus généralement, les pertes subies par la FMM (22 tués en avril).

>>> Au Sahel, malgré les coups portés par la force Barkhane et l'armée malienne (appuyées par les groupes d'autodéfense pro-Bamako), l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) est soupçonné d'être à l'origine du massacre d'au moins une quarantaine de civils au sud de l'axe In Delimane-Ménaka [Mali]. Et il a revendiqué, en avril, ses premières attaques au Burkina Faso [dont l'assassinat du maire de Koutougou et le rapt d'un enseignant].

>>> « L'État islamique continue encore d'exister, malheureusement. De manière résiduelle au Levant, en particulier », a déploré le général François Lecointre, le chef d'état-major des armées (CEMA), alors qu'il était l'invité de CNEWS, ce 4 mai. « C'est une hydre dont il faudra en permanence contrôler qu'elle ne soit pas en train de se réveiller », notamment en Irak et en Syrie, a-t-il ajouté.

>>> Justement, le Pentagone a récemment mis en garde contre une résurgence de l'EI en Syrie. Mais cela vaut aussi pour l'Irak, où il a anticipé sa défaite à Mossoul pour revenir à la clandestinité et mener une guerre insurrectionnelle, en particulier dans les zones rurales que les forces irakiennes ont encore du mal à contrôler.

>>> Dans ces conditions, un retrait de la coalition de Syrie (et/ou d'Irak) avant l'éradication de Daesh serait prématuré. Et c'est ce qu'a fait valoir le général Lecointre, alors que le président Trump, a évoqué à plusieurs reprises le départ « prochain » des troupes américaines de ce théâtre d'opérations. « Nous avons largement réussi face à l'EI. Nous réussissons face à n'importe qui, militairement. Mais parfois, il est temps de rentrer à la maison. Et nous pensons à ça très sérieusement », a-t-il en effet déclaré.

>>> « La priorité, c'est la défaite de Daesh. Donc je pense qu'avec les Américains nous resterons, et je n'imagine pas que les Américains partent jusqu'à ce que Daesh soit défait. Le reste est une décision du politique », a affirmé le CEMA.

>>> La semaine passée, James Mattis, le secrétaire américain à la Défense, avait affirmé que les forces françaises avaient été renforcées en Syrie. « Je ne commente pas le nombre de forces spéciales, je ne commente pas non plus leur position », a dit le général Lecointre.

>>> « Ce qui est vrai, c'est que nous conduisons aujourd'hui en Syrie la lutte contre Daesh là où les dernières poches de résistance existent, dans la moyenne vallée de l'Euphrate, dans la zone entre la Syrie et l'Irak, et on le fait par tous les moyens, aériens, terrestres [...] y compris les forces spéciales », a conclu le CEMA.

>>> Le 1er mai, les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance arabo-kurde soutenue par la coalition dirigée par les États-Unis, ont annoncé le lancement de la phase « finale » de leur offensive contre l'EI dans la province syrienne de Deir ez-Zor.

>>> Le chef du Conseil militaire des FDS, Ahmed Abou Khawla, a en outre confirmé que la coalition internationale avait renforcé ses effectifs afin de soutenir cette « phase finale » de l'offensive contre Daesh. « Nos forces vont libérer ces zones (où l'EI est présent) et sécuriser la frontière avec l'Irak une fois pour toute », a assuré Lilwa Abdallah, une porte-parole de l'alliance arabo-kurde.

>>> Selon l'état-major français, l'EI disposerait encore de 2.000 combattants dans les derniers secteurs encore sous son emprise.

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

>>>

Le successeur du fusil FR-F2 sera-t-il français ?

04 Mai 2018 à 10h58

Verney-Carron propose son VCD10 pour remplacer le fusil de précision

>>> Le successeur du fusil de précision FR-F2 sera-t-il français ? On sait que le fusil d'assaut Famas est en cours de remplacement par une arme allemande, le HK416 et qu'il s'agit d'un tournant dans l'histoire de l'armée française, équipée depuis 1717 de fusils français.

>>> Une PME stéphanoise Verney-Carron propose un modèle baptisé VCD10, développé à partir d'une « plate-forme » américaine, l'ArmaLite AR10. De calibre 7,62 mm, c'est une arme semi-automatique à emprunt de gaz, sur laquelle il faudra installer une optique. Le marché est modeste, de l'ordre de 2 500 armes sur cinq ans. Hors optique, un tel fusil de précision coûte entre 3500 et 4000 euros.

>>> Verney-Carron espère décrocher ce marché, au terme d'un appel d'offres de la DGA. L'entreprise stéphanoise, au chiffre d'affaires trop faible, avait été exclue de l'appel d'offres qui a abouti à l'achat du HK416, un marché bien plus considérable. Verney-Carron proposait une arme développée à partir du Galil israélien, une arme de très mauvaise réputation que l'armée israélienne n'utilise même plus.

>>> Outre l'VCD10, Verney-Carron propose aussi (à l'export) un fusil d'assaut, le VCD15. L'entreprise, historiquement spécialisée dans l'arme de chasse, souhaite se diversifier dans la défense.

>>> Pour le marché du successeur du FR-F2, plusieurs entreprises européennes sont en concurrence, venant d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, de Croatie, voire de République Tchèque.

>>> Le FR-F2, en service depuis 1986, était produit par la Manufacture d'armes de Saint-Etienne, comme le Famas.

>>>

>>>

>>>

>>>

>>

>>



Garanti sans virus. www.avast.com

>>